La Blockchain comme instrument de gouvernance globale

La chaire Sciences Po en pratique

Dans ce policy brief intitulé « *Blockchain Technology as an Instrument for Global Governance* » (publication en anglais), publié la Chaire « Digital, Gouvernance et Souveraineté » dont Sopra Steria Next est le mécène principal, Primavera DE FILIPPI, Faculty Associate au *Berkman Klein Center for Internet & Society* à l'université d'Harvard et chercheuse permanente au CNRS, se penche sur la blockchain et les promesses qu'elle porte en termes de gouvernance. Pour l'autrice, une telle technologie permettrait de renouveler la gouvernance mondiale, de la rendre plus efficace face aux enjeux nouveaux et plus susceptible d'attirer la confiance des citoyens.

Résumé

La confiance, clef de la gouvernance

D'après Primavera DE FILIPPI, la crise du COVID 19 a mis en lumière les limites du système de gouvernance globale. Court-termisme, manque de concertation, tropisme national, stratégies avant tout pensées au travers du prisme des actions individuelles, sont allés à rebours de « *l'interdépendance croissante des sociétés modernes, peuplées d'entreprises et d'organisations transnationales, dont la durabilité à long terme dépend d'un flux considérable de capitaux, de biens, de services et de personnes à travers les frontières* » (p2). Les mesures, souvent draconiennes, mâtinées de surveillance technologique, ont entamé la « *confiance que les populations pouvaient placer dans les gouvernements, et les institutions publiques, alors que ces derniers sont perçus comme inefficaces, ou oppressifs* » (p2). Or la blockchain offre des perspectives intéressantes en ce domaine.

Le sujet a déjà été abondamment commenté dans la littérature académique, notamment pour ses apports en termes de transparence et de conformité dans une multitude de secteurs (banques, assurance, administration, logistique etc.). Dans le contexte pandémique, cette technologie pourrait :

- Aider à la constitution d'une « *base de données mondiale et décentralisée où les autorités compétentes pourraient enregistrer et retracer la propagation de la pandémie dans différents pays* » (p3). Si la blockchain ne garantit en rien que les informations enregistrées soient exactes (problème du « *garbage-in garbage-out* »), la non-censure et la non-répudiabilité des informations enregistrées permettraient de retracer la source des données.
- De plus, un système basé sur la blockchain pourrait potentiellement être utilisé pour suivre les différents tests ou les vaccins, permettant aux individus de prouver qu'ils ont été testés sans empiéter excessivement sur leur vie privée. C'est parce que la blockchain est un levier de « *transparence, d'immutabilité et de non-répudiabilité, qu'elle permet de réduire le besoin d'un examen et d'une surveillance par des tiers sur ces institutions [...] les gens n'auraient plus besoin de faire confiance à ces institutions in toto, mais seulement dans le champ nécessaire pour mener à bien des opérations spécifiques qui ne peuvent être codifiées dans le langage déterministe d'un système basé sur la blockchain* » (p3).

Comment embrasser les interdépendances

Selon Primavera DE FILIPPI, l'analyse sectorielle de la blockchain a phagocyté le débat alors que la question de savoir si « *les principes du consensus distribué et de la coordination ascendante élaborés dans l'espace de la blockchain pourraient être transposés dans l'arène mondiale pour soutenir la résolution des défis mondiaux de manière plus concertée et coordonnée* » (p4).

Au niveau international, la croissance des interconnexions s'est soldée par une inflation des organisations multilatérales, mais qui manquent de légitimité et d'efficacité, ce qui induit une « *fragmentation continue de la gouvernance globale* » (p4). C'est l'une des conclusions majeures du policy brief, « *ces défis mondiaux ne peuvent pas être abordés d'un point de vue indépendant (c'est-à-dire du point de vue d'une seule entité ou d'un seul État-nation) car toute action nationale aura des répercussions importantes au niveau mondial. Pourtant, ils ne peuvent pas non plus être traités collectivement par l'arrangement existant d'organisations multilatérales ou d'accords bilatéraux, car ils n'ont pas réussi à fournir un mécanisme efficace de coordination mondiale* » (p5).

Primavera DE FILIPPI appelle ainsi à la création d'un « *système de gouvernance résilient et digne de confiance qui embrasse réellement (plutôt que rejette) l'interdépendance; une approche qui soutient et encourage la coopération entre de multiples parties interdépendantes, afin que les défis mondiaux puissent être relevés collectivement, grâce à une approche décentralisée mais coordonnée* » (p5).

La technologie blockchain pour une gouvernance polycentrique

Un tel système de gouvernance pourrait être qualifié de polycentrique¹, c'est-à-dire un dispositif dans lequel « *plusieurs parties indépendantes font des ajustements mutuels pour ordonner leurs relations les unes avec les autres, dans un système général de règles mutuellement convenues* » (p6).

Cependant, un tel système requiert des instruments de surveillance et d'application (monitoring et enforcement). La blockchain semble répondre à ces deux impératifs, tout en ajoutant à une application généralement *ex post* dans un système décentralisé, une automatisation *ex ante*.

- La vérifiabilité *ex post* permet d'accroître la confiance dans le fonctionnement des institutions publiques et privées tout en réduisant le besoin d'examen et de contrôle au niveau mondial.
- L'automatisation *ex ante*, facilite l'émergence de nouvelles formes de coopération ne reposant sur aucune superpuissance centralisée.

Quasiment impossible à atteindre via les outils standards du droit international, une blockchain « *pourrait potentiellement servir de cadre idéal pour la mise en œuvre d'un tel contrat social* » (p7).

La faisabilité d'une blockchain comme outil de coordination globale a déjà été explorée, notamment à travers des projets pilotes comme l'*European Blockchain Service Infrastructure*² ou le projet *Building Blocks* du Programme alimentaire mondial. L'autrice rappelle que cette technologie peut incarner un levier de rapprochement entre la blockchain publique et les acteurs privés, ce qui n'aurait pu être réalisé autrement par des moyens traditionnels.

Primavera DE FILIPPI concède que si « *la technologie blockchain n'est pas la solution à tous les défis de la gouvernance mondiale, elle fournit néanmoins un cadre puissant pour parvenir à action coordonnée à l'échelle, qui pourrait jouer un rôle déterminant dans la lutte contre certaines des problèmes urgents auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui* » (p8).

¹ Ostrom, V. (1999). Polycentricity. In Polycentricity and local public economies: Readings from the workshop in political theory and policy analysis (pp. 52-74). Ann Arbor: University of Michigan Press

² [The European Blockchain Services Infrastructure is an initiative of the European Commission intended to deliver EU-wide cross-border public services](#)

Recommandations clefs

- À court terme, encourager les institutions publiques et privées à adopter la technologie blockchain afin d'accroître la confiance et la confiance au moyen de garanties technologiques.
- À moyen terme, encourager l'innovation dans l'espace blockchain en promouvant l'utilisation de la technologie pour la conformité réglementaire.
- Favoriser à long terme la mise en œuvre et l'adoption progressive d'infrastructures de blockchain partagées pour les services publics qui s'étendent au-delà des frontières nationales.

Emmanuel Craipeau
Sponsor de la chaire
Sopra Steria Next

Floran Vadillo
Directeur Conseil Ethique
et Souveraineté
Sopra Steria Next

SciencesPo

CHAIRE DIGITALE, GOUVERNANCE ET SOUVERAINETÉ

La mission de la « Chaire Digital, Gouvernance et Souveraineté » de Sciences Po, dont Sopra Steria Next est le principal mécène, est de contribuer, à l'échelle nationale et internationale, aux débats, recherches et expérimentations en matière de gouvernance et de régulation de l'innovation numérique.

The world is how we shape it*

sopra steria
next